

L'incinérateur enflamme la campagne

Demain soir, les candidats aux Régionales vont se positionner sur la question d'un second incinérateur dans l'Oise. Europe-Écologie milite pour une pesée embarquée en place dans plusieurs départements.

Régionales 2010

En ces temps électoraux, tous les partis veulent s'accaparer la problématique autour du projet d'un second incinérateur dans l'Oise. Les deux associations phare anti-incinérateurs ont choisi des camps différenciés. Benoît Thierry, président du collectif des professionnels de santé et étiqueté CAP21, s'est rangé du côté d'Europe-Écologie. Contrairement aux membres de l'Accide, il ne soutient pas le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA). Ce document, soumis à l'enquête publique, est en désaccord avec le projet de centre multifilières, porté par le Symove.

« Ce projet ressemble à une imposture. Il reporte les choses dans cinq ans sans écarter définitivement la solution de l'incinérateur, observe Benoît Thierry. La vraie solution du conseil général ne serait-elle pas la fusion de deux syndicats (Symove à l'Ouest et SMVO à l'Est) avec la création d'un troisième four à Villers-Saint-Paul ? »

Selon François Veillerette, tête de liste dans l'Oise pour Europe-Écologie, ce plan départemental n'est qu'un « leurre ». « Ce projet parle de groupe de réflexion autour de la pesée embarquée. Il faut arrêter de faire de la politique de bouts de tuyau. Il faut avoir une démarche volontaire, en incitant les communes à passer à cette pesée embarquée. »



Le président du collectif des professionnels de santé, Benoît Thierry, soutient les candidats d'Europe-Écologie.

Payer au poids et récompenser les citoyens les plus vertueux, un exemple qui a déjà fait ses preuves en Alsace, en Belgique ou en Italie, où les habitants produisent environ 128 kg par an de déchets non valorisables. « Pour comparaison, les habitants de la Picardie verte mettent en décharge 439 kg par habitant et par an. »

Demain, à 20 heures, Europe-Écologie, la Gauche rassemblée pour la Picardie, le Modem et le Parti de Gauche sont attendus à Villers-Saint-Sépulcre pour se positionner sur cette problématique. Un débat lancé par l'Accide, en faveur du plan départemental.

FANNY DOLLÉ

Le comité scientifique mis en cause

Le candidat François Veillerette, ancien directeur de Greenpeace, met en cause l'indépendance de certains membres du comité scientifique du Syndicat mixte d'Oise verte environnement (Symove), chargé de la sécurité environnementale.

« Le professeur Gérard Keck est membre du directoire scientifique du groupe Record où l'on trouve des multinationales comme Tiru ou Sita, intéressées par l'incinération, dénon-

ce-t-il. Quant au professeur Jean-François Narbonne, son laboratoire est financé par Total. »

Le Symove rappelle que le professeur en toxicologie, Jean-François Narbonne, a été l'un des premiers au monde à alerter sur les dangers de la dioxine. « Il est donc sollicité par les associations, les collectivités territoriales comme les entreprises privées à ce sujet et il ne s'en cache pas. »